

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 88

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine et du **MARS**

A SAVOIR

65 MILLIARDS D'AIDES PUBLIQUES AU PATRONAT.

Tel est, selon un rapport interministériel, le montant des aides publiques – 90% en provenance de l'Etat – que les entreprises ont touchées en 2005 sous la forme d'allègements de charges, de dépenses budgétaires et d'aides fiscales. Cette somme représente 4% du PIB (produit intérieur brut) de la France et l'équivalent du budget annuel de l'éducation nationale. Et le Medef et l'UMP qui ne cessent de réclamer une baisse des prélèvements obligatoires ! En attendant, les entreprises du CAC 40, d'année en année, battent leur record de profits.

CHERE TORTILLA.

Cette petite galette de maïs est le pain quotidien d'une majorité de Mexicains. En deux mois, son prix a augmenté de 40% à 100% selon les régions du pays. Origine de la hausse : la décision de Bush de développer la filière éthanol aux Etats-Unis, ce qui fait flamber le prix du maïs sur le marché mondial. De plus, les multinationales de l'agro-alimentaire – Cargill, Minsa, Maesca...- ont limité la distribution des grains pour mieux spéculer. Et ces mêmes multinationales contrôlent une partie des réseaux de vente au détail dans le pays aztèque... Mais fidèles à leur tradition insurgente, les Mexicains sont descendus en masse dans les rues le 31 janvier pour protester contre la hausse du prix de la tortilla et réclamer la souveraineté alimentaire, mise à mal par le traité de libre-échange nord-américain dont Mexico est signataire.

« SARKO, RETOURNE A NEUILLY ! »

Exaspérés par le déploiement policier autour du QG du candidat de l'UMP, rue d'Enghien, un quartier plutôt populaire du Xème arrondissement de Paris, des riverains ont créé un blog où s'expriment tous ceux que l'installation de Sarkozy indisposent (rentrecheztoi.blogspot.com). Devise de ces blogueurs anti-Sarko : « Sors de chez toi pour qu'il rentre chez lui ».

3ème B.

Après Besancenot et Buffet, Bové a officialisé sa candidature à la présidentielle. Dans un communiqué, le Mars et la Gauche Républicaine insistent sur le fait que cette 3ème candidature émanant de la gauche antilibérale « est celle d'une sensibilité de notre rassemblement » et non celle du rassemblement dans sa diversité. Constatant que « des centaines de collectifs unitaires continuent à exister », les deux organisations appellent la gauche antilibérale à « retrouver son unité pour les législatives et à construire un rassemblement durable ». A ce sujet, lire l'édito.

Le MARS et la Gauche Républicaine vous invitent à un débat public

Depuis plusieurs semaines, la gauche dans son ensemble est en plein trouble et la gauche anti-libérale vit plus particulièrement une phase de recul du point de vue de son unité. Dans les semaines à venir nous continuerons, sans sectarisme, à faire émerger une ligne qui vise à reconstruire l'unité tant dans les collectifs qu'entre les mouvements et sensibilités politiques. Nous vous invitons à en débattre avec nous:

Samedi 10 février de 9 heures à 13 heures

Lieu : Auberge de la Jeunesse

80, Rue Vitruve

75020 PARIS

métro : Porte de Bagnolet .

EDITO: « JOSE ! ET APRES? »

TEXTE PUBLIE DANS LIBERATION DU 29 JANVIER (RUBRIQUE « REBONDS PRESIDENTIELLE »)

Après avoir gâché l'occasion des Présidentielles, la gauche antilibérale doit tenter de renouer les fils de l'unité pour les Législatives.

Par Eric Coquerel, Michel Naudy et Pierre Carassus*

Si à l'applaudimètre, la proposition de candidature faite dimanche dernier à José Bové a, sans conteste, été largement adoptée lors de l'assemblée nationale des collectifs antilibéraux, ce dernier en est-il pour autant devenu le candidat capable d'unifier l'ensemble de ce mouvement ?

A reprendre le long feuilleton à épisodes de nos débats depuis l'été, la question mérite, pour le moins, d'être posée. On le sait, la campagne contre le traité constitutionnel européen, inaugurant notre mouvement, a été marquée, à gauche, par un puissant mouvement unitaire « à la base ». Près d'un millier de collectifs ont organisé une mobilisation et une réflexion citoyenne sans guère d'équivalent. Sur toutes les tribunes, les grandes sensibilités de la gauche antilibérale se sont retrouvées incarnées par Olivier Besancenot, José Bové, Marie-George Buffet et Jean-Luc Mélenchon. De notre retentissante victoire et du travail d'élaboration mené en commun un projet est né : il était possible de battre durablement la droite en modifiant le rapport de force à gauche entre le social-libéralisme et la gauche de transformation. Il était devenu pensable de « recomposer » la gauche et d'envisager son rassemblement durable. Certes, la majorité de la LCR se plaçait immédiatement en dehors du mouvement au nom d'une prétendue ambiguïté sur la question des alliances avec le Parti Socialiste alors même que nos textes dénonçaient à l'avance toute inféodation à une logique blairiste, sans pour autant tirer un trait sur les larges fractions socialistes gagnées à une politique antilibérale qui s'étaient exprimées dans le vote référendaire.

Malgré tout, l'arc de forces demeuré en place était large et finit par aboutir en octobre à un véritable programme de gouvernement portant notamment une critique radicale de la 5ème République. Ironie du sort, c'est bien sur les logiques empoisonnées de cette dernière que nous venons de nous casser les dents... La « logique » présidentialiste porteuse de bipartisme et de providentialisme qui impliquait de réduire notre diversité à une seule figure se révéla une tâche insurmontable pour une démarche d'essence plurielle qui réunissait autant de courants, héritiers à la fois du mouvement « ouvrier » du siècle passé, d'une vision égalitaire et sociale de la République, de l'écologie politique, de l'altermondialisme et de ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement social... Sans omettre, pour compliquer l'affaire, la prégnance d'objectifs partidaires à plus courte vue. Après la LCR, le PCF choisissait fin décembre de privilégier unilatéralement la candidature de Marie-Georges Buffet.

Et maintenant José...

Sans doute a-t-il été préféré par une partie substantielle des collectifs de base qui en est aussi la partie la moins homogène. Grosso modo une grande majorité des délégués de 300 collectifs sur 600, souvent amputés de leur sensibilité communiste, se sont prononcés en sa faveur à Montreuil. Ce n'est pas négligeable même si on peut regretter que les méthodes reprochées en décembre au Parti communiste n'aient pas été tout à fait absentes dans son propre processus de désignation (sifflets, chahuts, pression « extérieure », de type pétitionnaire dans ce cas, appel au fait majoritaire pour imposer le... consensus). Cependant, si nous, républicains de gauche, avons refusé d'avaliser la synthèse finale, c'est pour une raison plus forte encore : la mise en péril accrue de l'unité et de la diversité que doit conserver le mouvement des collectifs. En refusant d'engager l'ensemble du mouvement autour d'une sensibilité – sans être d'un parti, José Bové représente incontestablement un courant – nous estimons ainsi être restés fidèles au refus qui fut déjà le nôtre en décembre

d'engager un processus identique autour du PCF à travers la candidature de Marie-George Buffet.

Cela précisé, José Bové, et ceux qui le soutiennent, ont sans doute autant de légitimité à s'engager dans la bataille présidentielle que les candidats déjà déclarés de la gauche antilibérale. Mais ni plus ni moins. Quel que soit le résultat final des « trois B », aucun ne pourra prétendre représenter ni même synthétiser à lui seul l'ensemble de la gauche antilibérale et cet échec est d'autant plus rageant que leur résultat cumulé dépassera probablement un score à deux chiffres, lui-même inférieur à ce que nous aurions pu obtenir unis. Et ce, au moment même où les tenants de Ségolène Royal semblent à la peine...

Et maintenant, que faire, comme disait l'autre ? A court terme, après avoir gâché l'occasion de la présidentielle, ne pas gâcher le potentiel des collectifs unitaires, leur épargner la querelle, la division et l'enrôlement, tenter de renouer les fils de l'unité pour les élections législatives, tirer les leçons de notre échec commun, envisager des regroupements politiques intermédiaires pour mieux bannir les rapports de force écrasants dont nous avons pâti.

Dès l'automne, nous devons nous retrouver rapidement pour réfléchir à l'avenir structurel de la gauche antilibérale. Nous avons pour notre part avancé l'idée d'une confédération permettant un travail qui associe des sensibilités indépendantes et des adhérents directs. Tout reste ouvert si la division et le sectarisme – deux plaies de la gauche de transformation au XXème siècle – ne l'emportent pas. C'est bien le moins que nous devons à des citoyens qui dans les urnes comme dans les rues ont démontré ces derniers temps leur force de résistance. Une autre voie à gauche reste à construire, sans oublier au passage de battre la droite en 2007.

**Respectivement Président et Vice Président du MARS (Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale); Secrétaire Général de la Gauche Républicaine.*

HUMEUR. « Face aux tentatives de pression venues de Madrid, tous les candidats à l'élection présidentielle doivent clairement annoncer qu'ils respecteront le suffrage universel ». Un communiqué de la Gauche Républicaine et du Mars.

Après les déclarations de Mme Merkel sur la relance du processus constitutionnel européen pendant la période de la présidence allemande, la réunion à Madrid des dix-huit représentants des états qui ont accepté le projet de constitution illustre la pression mise de nouveau sur les deux peuples qui ont eu l'outrecuidance de le refuser. Pour preuve, la conclusion de cette réunion qui appelle les pays qui ont rejeté la constitution à travailler à un accord sur un texte qui préserverait « sa substance et son équilibre ». La volonté de refuser un « accord minimal » rejette même les illusions de ceux qui espéraient relancer la constitution à partir d'un compromis sur la seule partie institutionnelle. On peut d'ailleurs regretter la mollesse de la réaction française à cette réunion « fractionnelle » plutôt rare dans l'histoire de la construction européenne. M. Chirac aurait été bien inspiré de défendre plus fortement le choix démocratique de ses concitoyens en faisant par exemple remarquer que sur les dix-huit pays, seuls deux (l'Espagne et le Luxembourg) avaient choisi la voie du référendum, tant la confiance dans ce qu'aurait été le choix de leur propre peuple était grande... Nul n'ignore que si le mode d'adoption parlementaire avait été préféré en France, celle-ci serait dans le « camp » du Oui. Il n'en a heureusement rien été.

Au-delà, la date de cette offensive, à quelques mois de l'élection présidentielle en France, ne doit rien au hasard. Le but recherché est toujours de faire rentrer dans le rang Hollandais et Français et d'éviter toute contagion. Et le silence ou les déclarations ambiguës et parfois contradictoires sur cette question des candidats « principaux » ne laissent pas d'inquiéter quand jamais nos gouvernants n'ont clairement annoncé qu'ils respecteraient le suffrage universel en refusant définitivement que la France signe le TCE, remanié ou pas. Le Mars et la Gauche Républicaine seront particulièrement vigilants sur les réponses faites par les différents candidats à cette question essentielle.

On pourrait également espérer que face à cette menace rappelée par la réunion de Madrid, les tenants du Non de gauche reviennent à la raison en présentant un seul candidat à l'élection présidentielle pour être mieux à même de peser dans le sens de notre choix antilibéral. On peut au moins souhaiter que tous se rappellent que les adversaires ne sont pas parmi eux.